



Confédération paysanne
de Haute-Vienne

Le 10 avril 2026

Communiqué de presse

Visite d'Annie Genevard en Haute-Vienne

La Ministre fait son auto-promo mais ne répond à rien !

Malgré une actualité agricole brûlante, nous n'avons que peu d'illusions sur l'intérêt d'une visite ministérielle organisée dans la précipitation la plus totale selon une tradition et un protocole d'une autre époque qui voudrait que tous les acteurs de terrain, prévenus à la dernière minute se rendent immédiatement disponibles pour la « venue » d'un membre du gouvernement. Et pourtant la Ministre de l'agriculture a quand même réussi à nous décevoir !

15 cas de tuberculose bovine en Haute-Vienne depuis le début de la campagne de prophylaxie. Des éleveurs qui subissent des protocoles sanitaires pas assez fiables, font parfois face à la violence des abattages, subissent une double peine avec des indemnités à la traîne et insuffisantes, un laboratoire départemental toujours pas agréé pour réaliser les analyses, des défaillances sur le suivi de la faune sauvage, des services de l'Etat en sous-effectif et dépassés face à cette crise ...

Aucun engagement de la ministre !

Le GNR qui augmente de 60 % alors que les travaux reprennent de plus belle. Tous les opérateurs des filières qui répercutent les hausses du carburant dans les tarifs facturés sans que nous puissions en faire autant puisque nous ne maîtrisons pas le prix de nos produits ...

Aucun engagement de la ministre !

350 000 brebis perdues sur le département de la Haute-Vienne depuis les années 90 à cause des crises successives dues aux importations et au libre-échange, **un énième coup porté à nos filières d'élevages de ruminants avec la signature par Mme von der Leyen des accords UE-Australie et UE-Mercosur** qui prévoient l'importation de dizaines de milliers de tonnes de viandes bovines et ovines supplémentaires en Europe. Alors que nous voyons en ce moment même des viandes d'agneaux importées en tête de gondole dans tous les supermarchés ...

Aucun engagement de la ministre !

Toutes les solutions résideraient dans ce fameux projet de loi d'urgence dont elle est venue faire la promotion. Mais qui peut croire que les dispositifs prévus pourraient contribuer à préserver notre modèle agricole limousin basé sur la polyculture-élevage-diversifié ? Au contraire, la seule urgence perceptible dans ce projet de loi c'est celle d'accélérer la mutation de notre agriculture vers un modèle détenu par des firmes agro-alimentaires au détriment des paysans, des emplois sur les territoires, des consommateurs et de l'environnement.

Contacts :

Philippe Babaudou, porte-parole de la Confédération paysanne 87 – éleveur bovin et ovin : 06 82 99 28 67

Frédérique Mariaud, secrétaire de la Confédération paysanne 87 – éleveuse ovin : 06 89 48 18 57